

ILS OSENT TOUT ! C'EST À ÇA QU'ON LES RECONNAÎT...

Dans son communiqué de presse daté du 18 mars 2020, la Copacel (Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses) demande à l'État de reconnaître l'industrie papetière « *comme étant l'un des secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la Nation ou à la continuité de la vie économique et sociale* », en s'appuyant sur la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 du 23 mars 2020.

Grâce à cela, les patrons du secteur papier/carton pensent bien sûr à leurs dividendes plutôt qu'à la sécurité des travailleuses et des travailleurs de leurs entreprises et aux besoins élémentaires de nos concitoyens. Cette organisation de lobbying à l'idéologie ultralibérale souhaite plutôt profiter de cette loi « d'exception » pour « échapper au carcan du Code du travail », notamment pour ce qui concerne la durée du temps de travail et son organisation dans ses entreprises.

Dérégulation du droit du travail, augmentation du temps de travail, mise en place du travail le dimanche, déstructuration des règles de prise des congés payés sont les premières mesures qui font baver d'envie ces multinationales papetières.

Si la FILPAC CGT a toujours défendu l'idée que l'industrie papetière (production et transformation du papier/carton) est d'une importance primordiale dans notre pays, elle fait, contrairement à la Copacel, le distinguo entre les productions dans ce secteur.



Il apparaît clairement que certaines productions n'ont rien à voir avec les besoins essentiels des citoyens (...)

En effet, est-il primordial de produire certains types de papier ou de carton dans la situation actuelle ?

Il apparaît clairement que certaines productions n'ont rien à voir avec les besoins essentiels des citoyens et ne méritent en tout cas nullement la mise en danger des salariés.e.s et de leurs familles !

Mais le plus choquant dans la position des dirigeants de la Copacel, c'est la mauvaise foi dont ils font preuve, dans ce communiqué :

- **Mauvaise foi** quand ils appellent à « *sécuriser les approvisionnements en matières premières et les différentes activités indispensables à ce que, dans les jours à venir, les Français trouvent dans leurs commerces les produits alimentaires et de première nécessité dont ils ont besoin* » ;
- **Mauvaise foi** quand ils défendent « *l'importance des secteurs productifs nécessaires à la sécurité de la Nation* » alors qu'ils détruisent le tissu industriel papetier français depuis des années pour des raisons purement économiques ;
- **Mauvaise foi** quand ils évoquent « *les mesures drastiques de protection prises par les entreprises papetières* » depuis le début de la crise sanitaire, alors qu'aucune mesure de protection élémentaire pour la sécurité des salarié.e.s n'a été mise en œuvre dans la majorité du secteur ;
- **Mauvaise foi** enfin quand ils défendent l'intérêt du recyclage issu des centres de tri des vieux papiers alors qu'ils refusent « *d'interférer dans la gestion des entreprises en difficulté* », et notamment en ce qui concerne Chapelle Darblay, où ils choisissent de laisser UPM démanteler cette papeterie qui est pourtant une des plus importantes, en termes de production de papier recyclé.

Pour la FILPAC CGT, ce communiqué démontre, s'il en était besoin, tout le mépris de cette organisation néolibérale pour les travailleuses et les travailleurs de nos industries papetières !

La FILPAC CGT dénonce la propagande mensongère de la Copacel et, après consultation de ses mandants, elle a décidé de refuser de signer l'accord conventionnel proposé par l'UNIDIS, unique organisation patronale représentative dans les branches Papiers et Cartons, qui aurait permis à toutes les entreprises de la branche de mettre facilement en œuvre toutes ces mesures antisociales.

Notre organisation syndicale appelle tous ses adhérent.e.s de la branche, et plus largement, l'ensemble des travailleuses et des travailleurs concerné.e.s, à défendre nos conquits sociaux et nos libertés face à la volonté de nos patrons et de nos gouvernants de nous renvoyer, de gré ou de force, aux conditions de travail et de vie du XIX^e siècle ! •